ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 27 octobre 1992, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant certaines mesures en matière de fonction publique", a donné le 25 novembre 1992 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 27 oktober 1992 door de Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende sommige bepalingen inzake ambtenarenzaken", heeft op 25 november 1992 het volgend advies gegeven :

Dans sa demande d'avis, le Ministre pose la question de savoir "si certaines dispositions reprises dans le projet de loi doivent réellement y figurer ou si elles peuvent faire l'objet d'un arrêté royal".

1. En principe, seule la loi peut modifier des textes législatifs ou de valeur législative.

Toutefois, la plupart des textes modifiés par la loi en projet sont relatifs au recrutement et à la mobilité des agents de l'Etat. De telles règles sont, en vertu de l'article 66, alinéa 2, de la Constitution, de la compétence exclusive du Roi. Il pourrait, dès lors, être envisagé d'abroger, par le présent projet, les dispositions qui ont trait au recrutement et à la mobilité des agents de l'Etat et de laisser au Roi le soin de fixer lui-même ces règles en exerçant le pouvoir que la Constitution lui confère. Cette façon de procéder présenterait l'avantage de ne pas modifier, par la voie législative, l'arrêté royal du 22 novembre 1991 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Exécutifs et aux personnes morales de droit public qui en dépendent.

2. En ce qui concerne les organismes d'intérêt public, l'article 11 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public dispose que le Roi fixe le statut et le cadre du personnel de ces organismes. En exerçant elle-même cette compétence, la loi

en projet a pour effet de modifier l'habilitation qui a ainsi été donnée au Roi par la loi précitée.

Certes, le législateur peut modifier la délégation qu'il a accordée au Roi, mais, dans ce cas, des règles de caractère législatif viendront modifier des règles arrêtées par le Roi, ce qui constitue une technique à éviter.

3. Pour assurer le respect de la Constitution, il suffit d'abroger - comme le fait l'article 32 de la loi en projet pour certaines dispositions - les dispositions légales relatives au recrutement et à la mobilité des agents de l'Etat et de fixer ces règles par arrêté royal.

En conséquence, le Conseil d'Etat n'examinera pas les dispositions contenues dans les chapitres premier et II de la loi en projet.

*

Chapitre III.

Articles 15 et 16.

Les articles 11, § 1er, et 16, en projet, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public méconnaissent l'esprit de ladite loi, d'une part, en ce qu'il est porté atteinte à l'autonomie de ces organismes lorsqu'il est prévu qu'il ne sera plus nécessaire, pour établir le statut de leur personnel, de recueillir

au préalable l'avis de leurs organes de gestion, et, d'autre part, en ce que le contrôle qui, suivant cette même loi du 16 mars 1954, est exercé par le ministre dont relèvent ces organismes est supprimé pour l'application du statut administratif et pécuniaire du personnel de ces organismes.

Au surplus, cette dérogation essentielle aux règles d'autonomie de gestion concerne principalement les organismes d'intérêt public visés par l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public. Le Roi pourrait modifier cet arrêté et, par conséquent, le champ d'application de la norme dérogatoire.

Il résulte des observations qui précèdent que les textes en projet doivent être entièrement revus.

Intitulé de la section 3.

Le texte néerlandais devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Articles 19 et 20.

Compte tenu des observations formulées ci-avant au sujet de la question posée par le Ministre, les dispositions contenues dans ces articles peuvent être fixées par le Roi soit en vertu du pouvoir que Lui confère l'article 66 de la

Constitution, soit en vertu de son pouvoir d'exécuter la loi du 16 mars 1954.

En ce qui concerne les agents de l'Etat, il est fait référence à l'observation n° 1.

En ce qui concerne les agents d'organismes d'intérêt public, il est fait référence à l'observation n° 2.

En ce qui concerne les agents des autres services publics qui pourraient être désignés par le Roi, le Conseil d'Etat n'est pas en mesure d'identifier les services qui sont visés et, par voie de conséquence, n'est pas en mesure de déterminer s'il appartient bien à la loi et au Roi, ou éventuellement à d'autres autorités, par exemple les autorités communautaires, régionales et locales, de statuer en la matière, en vertu de leurs compétences respectives.

Le texte néerlandais de l'article 20, alinéa 1er, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 21.

L'article ne pourrait s'appliquer qu'aux organismes visés au paragraphe 1er, 2°, le Roi gardant sa compétence propre pour organiser la coordination de l'informatisation des administrations et autres services de l'Etat.

Le texte néerlandais de la phrase liminaire du paragraphe 2 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Le texte néerlandais du 3° du même paragraphe devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 23.

Comme il est logique de rassembler en un même article toutes les dispositions du projet qui sont appelées à modifier à la même date l'article 3 de l'arrêté royal n° 141 du 30 décembre 1982 créant une banque de données relatives aux membres du secteur public, il est proposé de supprimer l'article 36, § 2, du projet et de rédiger comme suit l'article 23 :

"A l'article 3 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 1er, les alinéas 2 et 3 sont remplacés par les alinéas suivants :

... (comme au B);

2° le paragraphe 1er, alinéa 1er, 2°, ainsi que le paragraphe 2 sont abrogés".

Article 24.

Le texte néerlandais du paragraphe 3 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 25.

1. Les mots "à l'article 4 du même arrêté" doivent être remplacés par les mots "à l'article 4, alinéa premier, du même arrêté".

2. Les mots "visée par le présent arrêté" seraient avantageusement remplacés par les mots "visée à l'article 3, § 1er".

Article 27.

Le texte néerlandais de l'alinéa en projet serait mieux rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 28.

Au 1°, il faut supprimer le mot "juridiquement".

La même observation vaut pour le paragraphe 2, alinéas 2 et 3, en projet, figurant au 2°.

Article 29.

Dans le texte néerlandais, la phrase liminaire serait mieux rédigée ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 30.

Le texte néerlandais de cet article serait mieux rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 31.

Au début de l'article, les mots "Dans l'article 1er, a)" doivent être remplacés par les mots "Dans l'article 1er, alinéa 1er, a".

Chapitre IV.

Contrairement à ce que son intitulé indique, le chapitre IV ne comporte pas que des dispositions abrogatoires et finales. Afin d'éviter pareille divergence entre le contenu et l'intitulé d'une subdivision du dispositif, il est proposé de regrouper les articles 33, 40, 41 et

43 dans une section distincte, intitulée "Section 6. - Autres dispositions modificatives", à insérer dans le chapitre III du projet, après l'article 31.

Article 32.

1. Il n'est pas d'usage de viser des dispositions modificatives que des modifications ultérieures ont rendues sans objet.

Au 3°, il y a donc lieu d'omettre la référence aux arrêtés royaux n° 113 du 23 décembre 1982 et n° 440 du 11 août 1986 ainsi qu'aux lois des 12 mars 1985 et 23 décembre 1985.

2. Lorsque l'on entend abroger une disposition légale ou réglementaire, il est d'usage de rappeler les modifications que celle-ci a subies antérieurement.

Le 4° doit donc être complété comme suit : "modifié par l'arrêté royal n° 180 du 30 décembre 1982".

3. Il n'est pas judicieux de prévoir au 6° l'abrogation de l'arrêté royal n° 103 du 20 octobre 1982 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics. En effet, cet arrêté de pouvoirs spéciaux contient principalement les dispositions suivantes :

a) un article 1er qui modifie l'article 51, § 4, de la loi du 28 décembre 1973 relative aux propositions budgétaires 1973-1974; à cet égard, le 6° est inutile, puisque l'article 32, 2°, du projet prévoit déjà l'abrogation de l'article 51 précité;

b) des articles 2 et 3 qui modifient respectivement l'article 6, alinéa 1er, de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947 ainsi que l'article 6, § 1er, alinéa 1er, des lois relatives au personnel d'Afrique, coordonnées le 21 mai 1964; si les auteurs du projet entendent amender ces dispositions légales, c'est à celles-ci et non aux dispositions qui les ont entre-temps modifiées qu'il convient, conformément à l'usage, d'apporter des modifications.

4. L'article 3 de l'arrêté royal cité au 8° modifie l'article 29bis de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés; l'abrogation de l'article 3 de cet arrêté se heurte donc aux mêmes objections que celles formulées sous 3 à propos des articles 2 et 3 de l'arrêté royal n° 103 précité.

5. Les articles de la loi citée au 9° ont apporté des modifications à des dispositions (1) dont le 2° et le 5°

---

(1) Article 51 de la loi du 28 décembre 1973 relative aux propositions budgétaires 1973-1974; articles 3, 8 et 10 de l'arrêté royal n° 56 du 16 juillet 1982 relatif au recrutement dans certains services publics.

prévoient déjà l'abrogation; en conséquence, le 9° est inutile et doit être omis.

6. Vu l'objet des articles 34, 35, 36, § 1er, 37 et 39, ces différentes dispositions pourraient être supprimées et les textes qu'elles abrogent, insérés à l'article 32. Cette façon de procéder permettrait de réunir en un seul article la plupart des dispositions abrogatoires du projet.

Article 33.

Lorsque l'on entend modifier une disposition légale, il convient d'indiquer les modifications qu'elle a subies antérieurement. Il convient donc d'écrire :

"A l'article 34 de la loi du 23 décembre 1974 relative aux propositions budgétaires 1974-1975, modifiée par la loi du 19 juillet 1991, sont ... (la suite comme au projet)".

Article 36.

1. Le paragraphe 1er contient une disposition relative à son entrée en vigueur, laquelle trouverait mieux sa place à l'article 44.

Les mots "à la date d'entrée en vigueur de l'article 25 de la présente loi" doivent donc être omis.

2. En ce qui concerne le paragraphe 2, il y a lieu de se reporter à l'observation formulée sous l'article 23.

Article 37.

L'article 6bis de l'arrêté royal n○ 180 du 30 décembre 1982 portant certaines mesures en matière de modération des rémunérations a été modifié par la loi du 1er août 1985; il convient donc de compléter l'article 37 par la mention de cette disposition modificative.

En outre, le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 38.

Afin d'éviter qu'une même règle ne soit abrogée à deux reprises, il convient d'attirer l'attention des auteurs du projet sur le fait que la loi du 28 décembre 1990 portant création de l'Institut royal d'établissements scientifiques et culturels nationaux et de l'Institut royal des Sciences de la Terre et de l'Espace contient en son article 34, alinéas 2 et 3, les dispositions suivantes :

"L'article 4 de l'arrêté royal n° 275 du 31 décembre 1983 relatif à certains établissements scientifiques de l'Etat, est abrogé.

Les paragraphes 2, premier et second alinéa, et le § 3 restent cependant d'application aux membres du personnel temporaire, en service au 31 décembre 1982, qui ont satisfait aux conditions imposées par ces dispositions et ce jusqu'au 31 décembre 1995".

A la connaissance du Conseil d'Etat, le texte précité n'a pas encore fait l'objet d'un arrêté royal le mettant en vigueur.

Article 39.

A la dernière ligne, il convient d'écrire en français "secteur public" et non "service public".

Article 40.

Le texte néerlandais du paragraphe 1er devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

L'article 94, § 2, de la loi-programme du 30 décembre 1988 a été modifié par la loi du 6 juillet 1989; il convient donc de compléter le paragraphe 2 par la mention de cette disposition modificative.

Article 42.

En raison des observations formulées en tête du présent avis, il y a lieu d'omettre l'article.

Article 44.

Il y a lieu de tenir compte des observations formulées en tête du présent avis.

En outre, le 2° serait mieux rédigé comme suit :

"2° des articles 24, 25 et 36, § 1er (1), qui entrent en vigueur le 31 décembre 1994 à moins que le Roi n'en décide autrement, en distinguant, le cas échéant, selon les personnes publiques concernées".

Observation finale.

Le texte néerlandais de l'ensemble du projet devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

---

(1) Cette numérotation devra être adaptée compte tenu des diverses modifications qu'il est proposé d'apporter au projet.

In de adviesaanvraag stelt de Minister de volgende vraag : "certaines dispositions reprises dans le projet doivent(-elles) réellement y figurer ou ... peuvent(-elles) faire l'objet d'un arrêté royal ?".

1. In beginsel kan alleen een wet wetteksten of teksten met de waarde van een wet wijzigen.

Het merendeel van de bij de ontworpen wet gewijzigde teksten heeft evenwel betrekking op de werving en de mobiliteit van de rijksambtenaren. Zodanige regels behoren krachtens artikel 66, tweede lid, van de Grondwet, tot de uitsluitende bevoegdheid van de Koning. Bijgevolg zou kunnen worden overwogen bij het onderhavige ontwerp de bepalingen op te heffen die betrekking hebben op de werving en de mobiliteit van het rijkspersoneel en het aan de Koning over te laten die regels zelf te bepalen door de bevoegdheid uit te oefenen die de Grondwet hem opdraagt. Die werkwijze zou het voordeel bieden dat het koninklijk besluit van 22 november 1991 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de Executieven en van de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, niet bij wet wordt gewijzigd.

2. Wat de instellingen van openbaar nut betreft bepaalt artikel 11 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, dat de Koning het statuut en de personeelsformatie van die instel-

lingen vaststelt. Door zelf die bevoegdheid uit te oefenen heeft de ontworpen wet tot gevolg dat de machtiging die aldus door de voormelde wet aan de Koning is verleend, wordt gewijzigd.

De wetgever kan weliswaar de delegatie wijzigen die hij aan de Koning heeft verleend, maar in dat geval worden door de Koning vastgestelde regels gewijzigd door regels van wetgevende aard, hetgeen een werkwijze is die moet worden vermeden.

3. Om ervoor te zorgen dat de Grondwet in acht wordt genomen, volstaat het - zoals voor sommige bepalingen geschiedt in artikel 32 van de ontworpen wet - de wetsbepalingen betreffende de werving en de mobiliteit van het rijkspersoneel op te heffen en die regels bij koninklijk besluit vast te stellen.

Bijgevolg zal de Raad van State de bepalingen die zijn vervat in de hoofdstukken I en II van de ontworpen wet niet onderzoeken.

*

Hoofdstuk III.

Artikelen 15 en 16.

1. De ontworpen artikelen 11, § 1, en 16 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige

instellingen van openbaar nut schenden de geest van de genoemde wet, enerzijds doordat afbreuk wordt gedaan aan de autonomie van die instellingen wanneer wordt bepaald dat voor het vaststellen van het statuut van hun personeel het niet meer nodig zal zijn het voorafgaande advies van hun bestuursorganen in te winnen, en anderzijds doordat de controle die volgens diezelfde wet van 16 maart 1954 wordt uitgeoefend door de minister onder wie die instellingen ressorteren, wordt afgeschaft voor de toepassing van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van die instellingen.

Bovendien heeft die essentiële afwijking van de regels van de bestuursautonomie hoofdzakelijk betrekking op de instellingen van openbaar nut bedoeld in het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut. De Koning zou dat besluit, en bijgevolg de werkingssfeer van de afwijkende rechtsregel, kunnen wijzigen.

Uit de voorgaande opmerkingen blijkt dat de ontworpen teksten volledig moeten worden herzien.

Het opschrift van sectie 3.

Het opschrift zou aldus moeten luiden :

"Afdeling 3. Bepalingen die sommige overheidsdiensten gemeenschappelijk hebben".

.../...

Artikelen 19 en 20.

Gelet op de hiervoren, in verband met de door de Minister gestelde vraag gemaakte opmerkingen, kunnen de in die artikelen vervatte bepalingen door de Koning worden vastgesteld, ofwel krachtens de bevoegdheid die artikel 66 van de Grondwet hem verleent, ofwel krachtens zijn bevoegdheid om de wet van 16 maart 1954 uit te voeren.

Wat het rijkspersoneel betreft, wordt verwezen naar opmerking nr. 1.

Wat het personeel van instellingen van openbaar nut betreft, wordt verwezen naar opmerking nr. 2.

Wat het personeel betreft van de andere overheidsdiensten die door de Koning zouden kunnen worden aangewezen, kan de Raad van State de diensten waarnaar wordt verwezen niet identificeren en bijgevolg kan hij niet bepalen of het wel degelijk aan de wet is en aan de Koning, of eventueel aan andere overheden, bijvoorbeeld de communautaire, gewestelijke en plaatselijke overheden, om krachtens hun respectieve bevoegdheden terzake uitspraak te doen.

In artikel 20, eerste lid, schrijve men : "... alsook die van rang 15 waarvoor de bekleder ...".

Artikel 21.

Het artikel kan alleen toepassing vinden op de in paragraaf 1, 2°, bedoelde instellingen, aangezien de Koning zijn eigen bevoegdheid behoudt om de coördinatie van de computerisering van de besturen en andere rijksdiensten te organiseren.

In de inleidende volzin van paragraaf 2 schrijve men "computerisering" in plaats van "informatisatie".

In 3° van dezelfde paragraaf schrijve men "het best" in plaats van "best".

Artikel 23.

Aangezien het logisch is alle bepalingen van het ontwerp die op dezelfde datum artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 141 van 30 december 1982 tot oprichting van een databank betreffende de personeelsleden van de overheids-sector moeten wijzigen, samen te brengen in een zelfde artikel, wordt voorgesteld artikel 36, § 2, van het ontwerp te schrappen en artikel 23 als volgt te redigeren :

"In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden het tweede en het derde lid vervangen door de volgende leden :

... (zoals onder B, met dien verstande dat het woord "globale" moet worden vervangen door het woord "totale");

2° paragraaf 1, eerste lid, 2°, en paragraaf 2 worden opgeheven".

Artikel 24.

In paragraaf 3 schrijve men "telkens" in plaats van "op gelijk welk ogenblik".

Artikel 25.

1. De woorden "in artikel 4 van hetzelfde besluit" dienen te worden vervangen door de woorden "in artikel 4, eerste lid, van hetzelfde besluit".

2. Het zou beter zijn de woorden "in een bij dit besluit bedoelde" te vervangen door de woorden "in een artikel 3, § 1, bedoelde".

Artikel 27.

De tekst van het ontworpen lid zou beter als volgt worden gesteld :

"De grondregelingen die de Koning ter uitvoering van de punten a), b) en c) van het eerste lid heeft bepaald en die alleen van toepassing zijn op de personeelsleden die onder statutaire regels vallen, zijn van overeenkomstige toepassing op de bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeelsleden".

Artikel 28.

In de bepaling onder 1° moet het woord "juridisch" worden geschrapt.

Dezelfde opmerking geldt voor de ontworpen paragraaf 2, tweede en derde lid, onder 2°.

Artikel 29.

De inleidende zin van artikel 29 zou beter als volgt worden gesteld :

"In artikel 29 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 30.

Het artikel zou beter als volgt worden gesteld :

"In dezelfde wet wordt een artikel 28 ingevoegd, luidende :

"Artikel 28. In afwachting dat ... van het vaste, stagedoende of tijdelijk personeel, zelfs al zijn zij bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen, van het administratieve en logistieke korps van de rijkswacht, ... ressorteren de burgerlijke leden van dit korps en dit hulppersoneel onder het sectorcomité ... (voorts zoals in het ontwerp)"".

Artikel 31.

Aan het begin van het artikel dienen de woorden "In artikel 1, a)" vervangen te worden door de woorden "In artikel 1, eerste lid, a)".

Hoofdstuk IV.

In tegenstelling tot hetgeen in het opschrift van hoofdstuk IV wordt vermeld, bevat dit hoofdstuk niet uitsluitend opheffings- en slotbepalingen. Om een zodanig verschil tussen de inhoud en het opschrift van een onderverdeling van het dispositief te vermijden, wordt voorgesteld de artikelen 33, 40, 41 en 43 samen te brengen in een afzonderlijke afdeling met als opschrift "Afdeling 6. - Andere wijzigingsbepalingen", die moet worden ingevoegd in hoofdstuk III van het ontwerp, na artikel 31.

Artikel 32.

1. Het is niet gebruikelijk te verwijzen naar wijzigingsbepalingen die door latere wijzigingen doelloos zijn geworden.

In de bepaling onder 3° dienen de verwijzing naar de koninklijke besluiten nr. 113 van 23 december 1982 en nr. 440 van 11 augustus 1986 alsmede de verwijzing naar de wetten van 12 maart 1985 en 23 december 1985 dus te vervallen.

2. Wanneer men een wets- of verordeningsbepaling beoogt op te heffen, is het gebruikelijk te herinneren aan de wijzigingen die daar vroeger in zijn aangebracht.

De bepaling onder 4° moet dus worden aangevuld als volgt : "gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 180 van 30 december 1982".

3. Het is niet zinnig in de bepaling onder 6° te voorzien in de opheffing van het koninklijk besluit nr. 103 van 20 oktober 1982 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten. Dat bijzondere-machtenbesluit bevat namelijk hoofdzakelijk de volgende bepalingen :

a) een artikel 1 dat artikel 51, § 4, van de wet van 28 december 1973 betreffende de budgettaire voorstellen

1973-1974 wijzigt; in dat opzicht is de bepaling onder 6° nutteloos, aangezien artikel 32, 2°, van het ontwerp reeds voorziet in de opheffing van het voormelde artikel 51;

b) de artikelen 2 en 3, die respectievelijk artikel 6, eerste lid, van de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947 wijzigen, alsmede artikel 6, § 1, eerste lid, van de wetten betreffende het personeel in Afrika, gecoördineerd op 21 mei 1964; indien het in de bedoeling ligt van de stellers van het ontwerp die wetsbepalingen te wijzigen, dienen zoals gebruikelijk is wijzigingen te worden aangebracht in deze wetsbepalingen en niet in de bepalingen die deze intussen hebben gewijzigd.

4. Artikel 3 van het in de bepaling onder 8° aangehaalde koninklijk besluit wijzigt artikel 29bis van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers; de opheffing van artikel 3 van dat besluit stuit dus op dezelfde bezwaren als die welke onder 3 zijn geformuleerd in verband met de artikelen 2 en 3 van het voormelde koninklijk besluit nr. 103.

5. De artikelen van de wet die is aangehaald in de bepaling onder 9° hebben wijzigingen aangebracht in

bepalingen (1) in de opheffing waarvan de tekst onder 2° en 5° reeds voorziet; de bepaling onder 9° is bijgevolg nutteloos en moet vervallen.

6. Gezien het doel van de artikelen 34, 35, 36, § 1, 37 en 39 zouden die verschillende bepalingen kunnen worden afgeschaft en de teksten die zij opheffen zouden kunnen worden ingevoegd in artikel 32. Door die werkwijze zou het merendeel van de opheffingsbepalingen van het ontwerp in één artikel kunnen worden samengebracht.

Artikel 33.

Wanneer men een wetsbepaling beoogt te wijzigen, behoren de wijzigingen die er vroeger in zijn aangebracht te worden vermeld. Men schrijve dus :

"In artikel 34 van de wet van 23 december 1974 betreffende de budgettaire voorstellen 1973-1974, gewijzigd bij de wet van 19 juli 1991, worden ... (voorts zoals in het ontwerp)".

---

(1) Artikel 51 van de wet van 28 december 1973 betreffende de budgettaire voorstellen 1973-1974; de artikelen 3, 8 en 10 van het koninklijk besluit nr. 56 van 16 juli 1982 betreffende de werving in sommige overheidsdiensten.

Artikel 36.

1. Paragraaf 1 bevat een bepaling die voorschrijft wanneer hij in werking treedt, welke beter in artikel 44 zou komen te staan.

De woorden "op de datum van inwerkingtreding van artikel 25 van deze wet" moeten dus vervallen.

2. Wat paragraaf 2 betreft, zij verwezen naar de onder artikel 23 gemaakte opmerking.

Artikel 37.

Artikel 6bis van het koninklijk besluit nr. 180 van 30 december 1982 houdende bepaalde maatregelen inzake loonmatiging, is gewijzigd bij de wet van 1 augustus 1985; artikel 37 dient dus te worden aangevuld met de vermelding van die wijzigingsbepaling.

Bovendien schrijve men : "De artikelen 6 en 6bis, ...".

Artikel 38.

Om te voorkomen dat eenzelfde regel tweemaal wordt opgeheven, is het dienstig de stellers van het ontwerp erop opmerkzaam te maken dat artikel 34, tweede en derde lid, van

de wet van 28 december 1990 tot oprichting van het Koninklijk Instituut voor nationale wetenschappelijke en culturele instellingen en van het Koninklijk Instituut voor Aarde- en Ruimtewetenschappen de volgende bepalingen bevat :

> "Artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 275 van 31 december 1983 betreffende bepaalde wetenschappelijke inrichtingen van de Staat, wordt opgeheven.
>
> Paragraaf 2, eerste en tweede lid, en § 3 blijven evenwel van toepassing op de tijdelijke personeelsleden in dienst op 31 december 1982, die voldaan hebben aan de voorwaarden opgelegd bij die bepalingen, en dit tot 31 december 1995".

Voor zover de Raad van State weet is de voormelde tekst nog niet bij een koninklijk besluit in werking gesteld.

Artikel 39.

In de Franse tekst schrijve men op de laatste regel "secteur public" in plaats van "service public".

Artikel 40.

In paragraaf 1 schrijve men in het ontworpen artikel 93, eerste lid, "die eronder ressorteren" in plaats van "die ervan afhangen".

Bovendien schrijve men onder punt 5 "de instellingen voor onderwijs dat door de Gemeenschappen wordt georganiseerd, erkend of gesubsidieerd".

Artikel 94, § 2, van de programmawet van 30 december 1988 is gewijzigd bij de wet van 6 juli 1989; paragraaf 2 behoort dus te worden aangevuld met de vermelding van die wijzigingsbepaling.

Artikel 42.

Wegens de aan het begin van dit advies gemaakte opmerkingen dient het artikel te vervallen.

Artikel 44.

Er dient rekening te worden gehouden met de opmerkingen die aan het begin van dit advies zijn gemaakt.

Bovendien zou het beter zijn de bepaling onder 2° als volgt te stellen :

"2° de artikelen 24, 25 en 36, § 1 (1), die in werking treden op 31 december 1994, tenzij de Koning daar anders over beslist door, in voorkomend geval, een onder-

---

(1) Die nummering zal moeten worden aangepast rekening houdend met de verschillende wijzigingen waarvan wordt voorgesteld ze in het ontwerp aan te brengen.

scheid te maken naargelang van de betrokken overheidspersonen".

Slotopmerking.

De Nederlandse tekst van sommige bepalingen is voor verbetering vatbaar; bij wijze van voorbeeld zijn in het advies een aantal voorstellen gedaan. Bovendien is het woordgebruik niet altijd consequent : zo bijvoorbeeld wordt in artikel 20, tweede lid, terecht "wettelijke of verordeningsbepaling" geschreven, terwijl in de artikelen 41 en 43 sprake is van "wettelijke en reglementaire bepalingen" en wordt in de ontworpen paragraaf 2 van artikel 17 terecht gewerkt met "computergestuurd", terwijl in artikel 21, § 2, het ongebruikelijke "informatisatie" gebezigd wordt. Ten slotte dient het adjectief dat aan een onzijdig substantief voorafgaat in de regel te worden verbogen, zoals in het ontworpen artikel 5, 2° van artikel 28, waar "het definitieve standpunt" behoort te worden geschreven.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS, staatsraden,

F. DELPEREE, assesseurs de la section de législation,
J. van COMPERNOLLE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. ERNOTTE, référendaire adjoint.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. ERNOTTE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. J.-J. STRYCKMANS.